



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°13578 du Conseil en date du 27 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS. Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Philippe SAUREL, Président de MONTPELLIER EVENTS depuis le Conseil d'Administration du 7 mars 2016, présente le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2018.

Au 31 décembre 2018, le capital de la société s'élève à hauteur de 15 833 230 €. Il a fait l'objet d'une réduction de capital de 21 035 577 € en décembre 2018 après constatation des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social. Montpellier Méditerranée Métropole reste actionnaire à hauteur de 35,54% du capital aux côtés notamment de la Région Occitanie (37,65%) de la Ville de Montpellier (9,29%) du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%). Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a poursuivi son exploitation en 2018 dans quatre équipements suivants : le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole et le Parc des expositions et la Sud de France Aréna appartenant à la Région Occitanie et dans le cadre de deux délégations de service public distinctes. L'année 2018 marque la dernière année d'exploitation pour les équipements appartenant à la Région Occitanie. En effet à compter du 1^{er} janvier 2019, à la suite de la résiliation anticipée de la délégation de service public avec la Région Occitanie, le Parc des Expositions et la Sud de France Aréna sont gérés en délégation de service public par la SPL Occitanie Events.

La conclusion d'un protocole de résiliation du contrat de délégation de service public du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna entre la SAEML Montpellier Events et la Région Occitanie avec prise d'effet au 31 décembre 2018, avait significativement impacté les comptes 2017. L'exercice 2018 a vu l'exécution de ce protocole se poursuivre avec la signature d'un avenant précisant les modalités et les ajustements de cette résiliation.

Par ailleurs le contrat de délégation de service public concernant l'exploitation du Corum et du Zénith Sud a été prolongé d'un an.

Au cours de l'exercice 2018, le Conseil d'Administration s'est réuni à cinq reprises les 30 janvier, 16 mai, 9 octobre, 14 novembre et 24 novembre 2018. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 29 juin 2018 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2017. L'Assemblée Générale Extraordinaire s'est réunie le 26 octobre pour statuer sur la poursuite de l'activité conformément à l'article L.225-248 du Code de commerce, ainsi que le 21 décembre 2018 pour adopter la réduction de capital social motivée par des pertes et modifier les statuts.

Le mandat d'administrateur de la Caisse des Dépôts et Consignations représenté par Olivier Camau, le mandat d'administrateur de la CCI représenté par André Deljarry et le mandat de censeur du groupe APPART'CITY représenté par François Sabatino ont été renouvelés pour 6 ans.

L'effectif de la société est de 115 salariés au 31 décembre 2018 dont une personne en CDD, un apprenti et un mandataire social. Au 1^{er} janvier 2019, les personnels affectés à la DSP Parc Expo / Sud de France Aréna ont été transférés à la SPL Occitanie Events. L'effectif de la société à ce jour est de 58 personnes.

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 428 manifestations en légère progression +3,1% (56.5% Corum ; 16.6% Parc Expo ; 14.5% Zénith Sud ; 12.4% Sud de France Aréna) alors que le nombre de journées participants a diminué de 3,6% pour atteindre 1 288 879 contre 1 337 228 en 2017.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché des salons organisés par Montpellier Events est en baisse -22% de journées participants malgré la bonne tenue de la 70^{ème} Foire Internationale et 3 manifestations supplémentaires, dû notamment à l'annulation du salon Hydrogaïa,
- Le marché du MICE regroupe les congrès (+23% du nombre de participants malgré une baisse de -15% de manifestations) ; le corporate (-9% du nombre de participants et -13% de manifestations) ; les salons accueillis (-31% de participants malgré +8% de manifestations) et le sport (hausse du nombre de participants dû à la bonne fréquentation de l'Open Sud de France et des rencontres de handball),
- Le marché des spectacles affiche une hausse de fréquentation de 2% et 18% de plus de manifestations (107 / 91 en 2017),
- Les manifestations liées aux associations culturelles (OONMO, festival Radio France et Montpellier Danse) sont en hausse de 8% avec +20% de fréquentation.

Pour l'activité des quatre sites, le chiffre d'affaires est stable et s'établit à 26 443 K€ HT (26 700 K€ en 2017). Cette variation n'est pas homogène et varie suivant les sites : le Corum affiche une hausse significative de 10,2% porté par le marché des congrès et des conventions (très médiocre en 2017) ; le Zénith Sud progresse légèrement (+1,3%) ; le Parc des Expositions voit son chiffre d'affaires diminuer de -8,5%, subissant une année sans Sitevi, ni Hydrogaïa ; la Sud de France Aréna, en baisse de 10% subit également l'absence du salon Sitevi.

Le total des produits d'exploitation, en baisse de 0,7% s'élève à 27 415 K€ pour un total de charges à 28 618 K€, en hausse de 1%. Le résultat d'exploitation s'établit donc à -1 203 K€ contre -705 K€ en 2017. Le résultat net enregistre une perte de 2 489 K€ (contre une perte de 9 275 K€ en 2017 impactée par le protocole de résiliation).

Les redevances versées dans les cadre des délégations de service public, s'élèvent à 2 208 K€ dont 1 577 K€ pour Montpellier Méditerranée Métropole et 631 K€ pour la Région Occitanie.

Les capitaux propres de la société ont diminué en passant de 15 762 K€ en 2017 à 13 272 K€ en 2018, pour un capital de 15 833 K€. Les capitaux propres apparaissent donc désormais à un niveau supérieur à la moitié du capital social, grâce à l'opération de réduction de capital justifiée par des pertes.

Pour les perspectives 2019, il est donc à noter la modification du périmètre de la société, uniquement concernée par les équipements de Montpellier Méditerranée Métropole. Par ailleurs un changement de dirigeant est annoncé pour le deuxième semestre 2019, avec l'arrivée de Sandra Vernier et le départ de Cédric Fiolet, qui a été nommé dirigeant de la SPL Occitanie Events depuis le 15 novembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société Montpellier Events pour l'exercice 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92625-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAA MONTPELLIER EVENTS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.